



Assemblée générale

Distr. générale
24 février 2009

Soixante-troisième session
Point 97 de l'ordre du jour

Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 18 décembre 2008

[sur la base du rapport de la Troisième Commission (A/63/431)]

63/193. Préparatifs du douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 56/119 du 19 décembre 2001 sur le rôle, les fonctions, la périodicité et la durée des congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, et sa résolution 62/173 du 18 décembre 2007 sur la suite donnée au onzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et sur les préparatifs du douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, dans laquelle elle a, entre autres choses, accepté avec gratitude l'offre du Gouvernement brésilien d'accueillir le douzième Congrès,

Considérant qu'en vertu de ses résolutions 415 (V) du 1^{er} décembre 1950, et 46/152 du 18 décembre 1991, le douzième Congrès doit se tenir en 2010,

Ayant à l'esprit les principes directeurs et le nouveau mode d'organisation des congrès des Nations Unies, énoncés au paragraphe 2 de sa résolution 56/119, ainsi que les paragraphes 29 et 30 de la déclaration de principes et du programme d'action du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, figurant en annexe à la résolution 46/152,

Ayant également à l'esprit les conclusions et recommandations formulées dans le rapport de la réunion tenue à Bangkok du 15 au 18 août 2006 par le Groupe intergouvernemental d'experts sur les enseignements tirés des congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale¹, qu'elle a fait siennes dans la résolution 62/173,

Consciente que les congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, en rassemblant des États, des organisations intergouvernementales et non gouvernementales et des experts représentant diverses professions et disciplines, contribuent beaucoup à l'échange de données d'expérience en matière de recherche, de droit et d'élaboration des politiques et à la mise en évidence des tendances et questions nouvelles dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale,

¹ E/CN.15/2007/6.

Rappelant que, dans la résolution 62/173, elle a prié la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale de finaliser, à sa dix-septième session, le programme du douzième Congrès et de lui adresser, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, ses recommandations finales sur le thème du Congrès et l'organisation des tables rondes et ateliers que tiendront les groupes d'experts,

Rappelant également que, dans la résolution 62/173, elle a prié le Secrétaire général d'établir un guide de discussion en vue des réunions régionales préparatoires au douzième Congrès,

Rappelant en outre sa résolution 60/177 du 16 décembre 2005, dans laquelle elle a fait sienne la Déclaration de Bangkok intitulée « Synergies et réponses : alliances stratégiques pour la prévention du crime et la justice pénale », qui y figurait en annexe et avait été adoptée par le onzième Congrès, et rappelant la résolution 2005/15 du Conseil économique et social, en date du 22 juillet 2005, dans laquelle celui-ci a approuvé la Déclaration de Bangkok,

Soulignant combien il importe de mener toutes les activités préparatoires au douzième Congrès dans les délais voulus et en concertation,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur la suite donnée au onzième Congrès et sur les préparatifs du douzième Congrès²,

1. *Prend note* des progrès réalisés jusqu'à présent dans la préparation du douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale ;

2. *Décide* que le douzième Congrès se tiendra à Salvador (Brésil), du 12 au 19 avril 2010, et que des consultations préliminaires se tiendront le 11 avril 2010 ;

3. *Décide également* que le débat de haut niveau du douzième Congrès aura lieu pendant les deux derniers jours du Congrès pour permettre aux chefs d'État ou de gouvernement ou aux ministres de se concentrer sur les principales questions de fond inscrites à l'ordre du jour du Congrès ;

4. *Décide en outre* que le thème du douzième Congrès sera : « Des stratégies globales pour faire face aux défis mondiaux : les systèmes de prévention du crime et de justice pénale et leur évolution dans un monde en mutation » ;

5. *Approuve* pour le douzième Congrès l'ordre du jour provisoire ci-après, finalisé par la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à sa dix-septième session :

1. Ouverture du Congrès.
2. Questions d'organisation.
3. Les enfants, les jeunes et la criminalité.
4. Fourniture d'une assistance technique pour faciliter la ratification et l'application des instruments internationaux relatifs à la prévention et à la répression du terrorisme.
5. Application efficace des principes directeurs des Nations Unies en matière de prévention du crime.

² E/CN.15/2008/14.

6. Mesures en matière de justice pénale pour lutter contre le trafic de migrants et la traite des personnes : liens avec la criminalité transnationale organisée.
 7. Coopération internationale reposant sur les instruments pertinents des Nations Unies et autres instruments en vue de combattre le blanchiment d'argent.
 8. Tendances récentes dans l'utilisation de la science et de la technique par les délinquants et par les autorités compétentes pour lutter contre la criminalité, notamment la cybercriminalité.
 9. Renforcement de la coopération internationale en vue de lutter contre les problèmes liés à la criminalité : approches pratiques.
 10. Mesures de prévention du crime et de justice pénale pour répondre à la violence à l'encontre des migrants, des travailleurs migrants et de leur famille.
 11. Adoption du rapport du Congrès ;
6. *Décide* que les questions ci-après seront examinées lors des ateliers dans le cadre du douzième Congrès :
 - a) Formation sur la justice pénale internationale pour l'état de droit ;
 - b) Enquête sur les meilleures pratiques des Nations Unies et d'autres entités concernant le traitement des détenus dans le système de justice pénale ;
 - c) Approches pratiques en vue de prévenir la délinquance urbaine ;
 - d) Liens entre le trafic de drogues et d'autres formes de criminalité organisée : lutte internationale coordonnée ;
 - e) Stratégies et meilleures pratiques visant à prévenir la surpopulation carcérale ;
 7. *Prie* le Secrétaire général d'établir, en temps voulu, en coopération avec les instituts du réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, un guide de discussion en vue des réunions régionales préparatoires au douzième Congrès, afin que ces réunions puissent commencer au début de 2009, et invite les États Membres à participer activement à ce processus ;
 8. *Prie instamment* les participants aux réunions préparatoires régionales d'examiner les questions de fond inscrites à l'ordre du jour et les thèmes des ateliers du douzième Congrès, et de formuler des recommandations axées sur l'action qui puissent servir de base aux projets de recommandations et de conclusions soumis à l'examen du douzième Congrès et de la Commission à sa dix-neuvième session ;
 9. *Souligne* l'importance des ateliers qui auront lieu dans le cadre du douzième Congrès et invite les États Membres, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales et les autres entités compétentes à apporter un appui financier, organisationnel et technique à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ainsi qu'au réseau d'instituts du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale pour la préparation des ateliers, y compris l'élaboration et la distribution de la documentation de base ;
 10. *Invite* les pays donateurs à coopérer avec les pays en développement pour leur permettre de participer pleinement aux ateliers, en particulier ;

11. *Prie* le Secrétaire général d'établir un plan pour la documentation du douzième Congrès, en consultation avec le Bureau élargi de la Commission ;
12. *Prie de nouveau* le Secrétaire général de faciliter l'organisation des réunions régionales préparatoires au douzième Congrès et de dégager les ressources voulues pour permettre aux pays les moins avancés de participer à ces réunions et au Congrès lui-même, suivant la pratique établie ;
13. *Encourage* les gouvernements à engager très tôt les préparatifs du douzième Congrès par tous les moyens appropriés, y compris, le cas échéant, la création de comités préparatoires nationaux, afin de contribuer à un débat bien ciblé et fructueux sur les thèmes retenus pour les ateliers et de prendre une part active à l'organisation et au suivi des ateliers ;
14. *Invite de nouveau* les États Membres à se faire représenter au douzième Congrès au plus haut niveau possible, par exemple par le chef de l'État ou du gouvernement, un ministre ou le Ministre de la justice, qui seront appelés à faire des déclarations sur le thème et les autres sujets du Congrès et à participer à des tables rondes thématiques interactives ;
15. *Prie* le Secrétaire général de favoriser la tenue, en marge du douzième Congrès, de réunions entre les organisations non gouvernementales et associations professionnelles qui y participent, conformément à la pratique établie, ainsi que de réunions de groupes de défense d'intérêts professionnels et géographiques, et de prendre les mesures voulues pour encourager les universitaires et les chercheurs à participer au Congrès ;
16. *Encourage de nouveau* les programmes des Nations Unies, les institutions spécialisées et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales compétents, ainsi que d'autres organisations professionnelles, à coopérer avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime aux préparatifs du douzième Congrès ;
17. *Prie* le Secrétaire général de nommer, suivant la pratique établie, un Secrétaire général et un Secrétaire exécutif du douzième Congrès, qui exerceront leurs fonctions conformément aux dispositions du règlement intérieur des congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale ;
18. *Prie* la Commission de consacrer suffisamment de temps, à sa dix-huitième session, à l'examen des progrès réalisés dans la préparation du douzième Congrès, de mettre définitivement au point en temps utile toutes les dispositions organisationnelles et techniques voulues et de lui adresser ses recommandations par l'intermédiaire du Conseil économique et social ;
19. *Prie* le Secrétaire général de faire donner la suite voulue à la présente résolution et de lui en rendre compte, par l'intermédiaire de la Commission à sa dix-huitième session.

71^e séance plénière
18 décembre 2008